



Les problèmes de la presse en Belgique sont les mêmes que dans notre pays

(de notre correspondant particulier à Kinshasa)

Avant de mettre un terme à son séjour au Zaïre, M. Jacques Schepmans, Rédacteur en chef de l'hebdomadaire belge "Pourquoi Pas ?" s'est entretenu avec les journalistes l'autre vendredi à la Maison de la presse de Kinshasa. Ce journal, il y a de cela trois ans, ne laissait passer aucune occasion pour s'en prendre à la politique de notre pays. Une nouvelle politique a été adoptée par le journal depuis le placement à sa tête de M. Schepmans, selon ses propres dires. Car tous les problèmes qui étaient créés entre le journal "Pourquoi pas ?" et l'Etat zaïrois n'étaient dus qu'à des idées préconçues.

Avant de parler des différentes difficultés que connaît actuellement la presse dans son pays, M. Schepmans s'est félicité de l'unité retrouvée au Zaïre, pays qu'il a qualifié de "diffici-

lement unifiable". Pendant ce temps, la Belgique connaît une complète dégradation. En effet, par le phénomène de la décolonisation (1960), la Belgique est apparue à la face du monde telle qu'elle est en réalité, c'est-à-dire un petit pays. Car l'Afrique centrale est la seule région du monde où la Belgique est considérée comme une puissance", devait poursuivre M. Schepmans. Le choc psychologique de la décolonisation, la grève des ouvriers de 1960 et les campagnes de la presse, trois phénomènes intimement liés, ont favorisé le développement des problèmes tels que le tribalisme.

M. Schepmans en a profité pour exprimer ses inquiétudes quant à l'avenir de la presse dans son pays. Celle-ci se trouve confrontée à des difficultés de tout genre. Le tout premier problème soulevé par le Ré-

dacteur en chef de "Pourquoi Pas ?" est la formation excessive des journalistes alors que le marché de l'emploi n'évolue pas. A côté de cette crise de l'emploi se posent aussi la crise du papier et les problèmes salariaux. Mais ce qui inquiète le plus M. Schepmans, c'est l'absorption de la publicité par la télévision. Il est en effet facile de capter en Belgique 16 chaînes différentes de télévision, parmi lesquelles 13 font de la publicité. Les annonceurs préfèrent se confier à la télévision plutôt qu'à la presse écrite; ce qui accroît les difficultés financières des journaux.

Devant cette situation on ne peut plus désarmante, les responsables de la presse belge envisagent différentes solutions. La première d'entre elles consiste à accepter les subsides de l'Etat. Subventions qui,

estime M. Schepmans, vont rendre pénible la liberté d'expression. Il a surtout tenu, sur ce point précis, à faire remarquer la différence qui existe entre les presses de nos deux pays. Chez nous au Zaïre, la presse est unie et défend les mêmes idéaux. C'est là, a-t-il reconnu, un des grands avantages de l'unité nationale, alors que la Belgique est divisée selon les tendances politiques ou tout simplement tribales. A cet effet, signalons que l'hebdomadaire "Pourquoi Pas ?", créé en 1910, est l'organe de la communauté française de Belgique.

La deuxième solution proposée par Jacques Schepmans consiste à cesser de paraître. C'est la plus douloureuse de toutes. "Car un journal de moins signifie une liberté en moins." Et tous les responsables des journaux

essaient de ne pas penser à cette éventualité. Ils préfèrent alors une troisième issue, celle de concentrer deux ou plusieurs journaux afin de pouvoir travailler en coopération. Dans cette nouvelle formule, où les journaux associés sortiraient d'une seule et même imprimerie, l'Etat ne sera que coopérateur. Cette formule ne semble pas du tout plaire au syndicat du livre qui estime que les imprimeurs à leur tour se retrouveront en chômage.

Signalons que l'hebdomadaire "Pourquoi Pas ?" qui célèbre cette année son 75ème anniversaire, vient de présenter une exposition des couvertures à l'Hôtel Intercontinental de Kinshasa. Il a, par ailleurs, consacré plusieurs de ses pages aux relations politico-économiques entre le Zaïre et la Belgique.

LUBUNGA BYA'OMBE.-

Kabare :

A qui profite la mort de Karhebwa ?

Après l'assassinat de Karhebwa, des concertations clandestines en des endroits bien précis, des fuites et/ou disparitions de certaines personnes et le récent empoisonnement de toute la famille du chef de bureau de Kabare, le citoyen Baturhe en date du 6 juin, lequel empoisonnement a emporté sa fille âgée de 7 ans - tous ces éléments - observe-t-on, font croire que ce dont on a plus que besoin à Kabare; c'est de la sécurité avant tout. La course au pouvoir et le problème foncier, autres éléments non négligeables viendraient après !

En collectivité de Kabare, l'heure est au bilan d'une tuerie inquiétante. Les habitants s'y plaisent à s'entre-tuer sans froid aux yeux. En effet, la mort d'un certain Chiribagula trouve son équilibre en celle de Niganda, père du clan Bashinjahavu, notable à Iganda dénommé Nyawangere et président en son temps des "Bajinji" au Bushi. Chiribagula, porte-étendard de l'opposition en son temps se trouve être curieusement le beau-père du défunt Karhebwa. Consécutivement à cette équation, la mort de Lugamba, une autre victime, est contrebalancée par celle récente de Karhebwa. L'on espère donc que la série dont le total fait, selon des sources dignes de foi, une trentaine de morts, s'arrêtera là.

A condition, bien entendu que des randonnées du genre effectués dans

la nuit du 3 juin autour des résidences de Musoro et Birali, respectivement chef et chef-adjoint de groupement de Mudusa ne se répètent plus ! Et des empoisonnements aussi...

La question foncière

Elle entre en ligne de compte d'autant que plusieurs spéculations ont été faites ce lundi 3 juin quand ont eu lieu les obsèques du regretté Karhebwa. Plusieurs personnalités tant de Kabare que des milieux urbains y ont défilé sauf bien entendu - disaient les badauds - ceux qui se sont arrangés pour être absents en prenant soin de déléguer tout au moins leurs épouses.

Niganda Rudahindwa décédé en exil le 6 janvier 1985 à Bwanshale était garant du patrimoine de Nyabarhabe lui ravi par le chef de quartier de Kasha, alors

garant du Mwami Ntayıtunda.

Or, on s'accorde à dire que feu Karhebwa qui ne cachait pas sa position et qui était l'indicateur des titres fonciers à redistribuer jouait le doublon. Les archives de la "Sainte Thérèse" en constitueraient des preuves. Il fallait donc l'empêcher de faire sa tournée dans "sa collectivité" après avoir retiré tout le fonds de la collectivité !

A Mudaka où il aurait tenu un rassemblement populaire au cours duquel il aurait suspendu le taxateur chef, l'ex-gendarme Nyamirenge (alors disparu ou en fuite), il aurait perdu des précieux documents contenant des concessions à répartir. Aussi, le chef de groupement de Mudaka, le citoyen Bisimwa aurait échappé à une bastonnade quand, le citoyen Karhebwa, lui, ne devait son salut qu'à un véhicule qui le prit à bord. Son attaché-case fut confié à quelqu'un, inconnu jusqu'à présent !

Où sont les citoyens Kipendo et Kabungulu ?

A la sortie de la collectivité, Karhebwa se-

rait en compagnie de citoyens Kipendo et Kabungulu, respectivement receveur et agronome de la collectivité de Kabare. L'opinion soutient qu'ils ont pris fuite alors que deux inconnus (comparses ?) ont apparu et que l'un d'eux a asséné deux coups de machette à Karhebwa quand l'autre lui disait : "Waliha hali ebi na dosa; Seigneur, j'ai des précisions à demander." C'est alors que Karhebwa se pencha pour une concertation fatale. Mais la citoyenne Mwa Bironga assistait à la scène. Elle s'évanouit quand les truands essayèrent leur arme ensanglantée du crime sur son pagne.. Quelqu'un doit avoir rapporté ces rumeurs devenues véridiques dans les périphéries du lieu crime le mont Maga, situé non loin de Bwanshale où mourut Niganda!

Des listes rouges de part et d'autre !

Elles sont pour distraire l'autorité compétente, dit-on. Le gros problème est foncier. Le Bushi étant synonyme de terre. Et la course de ce côté-là est loin de se terminer. "Chercher à qui profiterait la mort de Karhebwa et l'énigme sera résolue", disent certains observateurs. Sinon, les innocents paieront les pots cassés. D'autant que des listes pour règlement des comptes sont

dressées... Des listes diffusées partout connues par tous. L'un parle déjà de "pro. et pro..." qui se rencontreraient dans bars, buvettes et autres endroits publics de Kabare ou de la ville connus pour les besoins raisonnés de la cause.

Tout compte fait, profit de cet assassinat du Karhebwa revu aux pseudo-leaders dans un camp comme dans l'autre, machine pour le rétablissement d'une légitimité. eux-mêmes peuvent définir exactement. Croyons-nous, la vérité et l'unique légitimité à Kabare, c'est un climat de paix qui pour favoriser le développement intégral de cette entité qui se trouve être parmi les dernières de la région.

Pour corroborer faits évoqués par nous publierons notre prochaine édition une lettre sur le dossier Kabare.

"Une fièvre récurrente à Kabare